

InVivo-Soufflet en Ukraine : « Nous sommes très exposés »

MIS EN LIGNE LE 8/03/2022 À 05:30

Le groupe nogentais, filiale de l'union de coopératives InVivo, est « très exposé » aux conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Avec une dizaine de sites dans les deux pays, dont une malterie dans chaque, Soufflet surveille la situation de près et veille à la sécurité de ses salariés.



Les semis de 2022 sont d'ores et déjà compromis en Ukraine, pays majeur de l'export céréalier, orge et blé, mais aussi premier exportateur mondial de tournesol, graine et huile. Une crise alimentaire majeure pourrait être provoquée par l'invasion russe. - Archive

✂ YANN TOURBE

Tout est fermé depuis le premier jour du conflit », assure Philippe Mangin. « Nous sommes très exposés. » Le président de l'union de coopératives InVivo, devenu président du conseil de surveillance du Groupe Soufflet depuis son rachat, n'est sans doute pas le seul à s'inquiéter de la situation en Ukraine. Mais il fait partie des quelques-uns qui ont des billes d'un côté et de l'autre de la frontière. En Russie, il y a les 110 000 tonnes de la malterie de Saint-Petersbourg, un site d'AIT (la filiale d'ingrédients) et une branche agriculture, en

pleine région des terres noires. Là-bas, explique Thierry Blandinières, « *on continue l'activité* ». Bien sûr, « *le rouble est dévalué* », confirme le directeur général d'InVivo, mais « *tant qu'on reste en local, ce n'est pas un sujet* ».

Protéger les salariés

En Ukraine, outre trois sites de négoce, avec silo et approvisionnements pour les agriculteurs, il y a une malterie et un bureau d'export. « *On a incité les Français à revenir avant le début du conflit* », continue Philippe Mangin. La question qui se pose, par contre, est celle de l'accueil des salariés ukrainiens, « *ou au moins de leurs familles, puisqu'une bonne partie des hommes est mobilisable* ». Les ressources humaines y travaillent. « *Mais nous ne sommes pas les seuls dans ce cas* », note de son côté Thierry Blandinières : « *D'autres entreprises font la même chose* ». À l'exception des bureaux de Kiev, l'ensemble des sites ukrainiens de Soufflet sont situés dans l'Ouest du pays. « *On a dit aux salariés : restez chez vous, protégez-vous et tenez-nous au courant* », indique-t-il. « *On leur a payé un mois d'avance.* »

En Russie, « le risque, c'est les banques »

En Russie, du point de vue économique, « *pour l'instant, on n'a pas de problème majeur, mais on sait que ça va arriver* », poursuit Thierry Blandinières, pour qui, « *le risque potentiel, c'est les banques* ». Tant que les banques suivent, le reste suit. Bien sûr, la situation est gérée au jour le jour et est susceptible d'évoluer rapidement. « *Quand ça arrivera, on mettra la malterie en protection.* » D'abord, il faudra faire le tour des grands brasseurs, qui pèsent 60 % du marché russe. « *En Ukraine* », où le marché est structuré de la même façon, « *on a tout arrêté ensemble* », indique-t-il. D'ailleurs, en Ukraine aussi, l'impact économique est maîtrisé, pour l'instant. « *On ne serait qu'en Ukraine, on n'aurait pas de marge de manœuvre, mais ce n'est pas le cas* », explique le directeur général. L'Ukraine, c'est « *5 ou 6 % du malt* » du groupe. « *On peut retrouver l'équivalent ailleurs.* »

Les semis compromis

Là où la situation est plus délicate, c'est sur la partie agricole. D'abord, parce que, par sécurité, tout le réseau Internet a été coupé pour éviter les attaques informatiques. Tout se fait « *en manuel* ». « *On a demandé à nos amis agriculteurs de venir chercher en direct et de payer en cash.* » ADM et Cargill, sur

place également, font de même. Pour l'instant, les cours du blé et des engrais s'affolent surtout pour des raisons logistiques, assure le directeur général d'InVivo. La situation est plus grave. « *Tout l'enjeu, aujourd'hui, c'est la prochaine campagne* », insiste-t-il. « *Si l'Ukraine ne parvient à planter que 25 % de sa production habituelle, ça correspond à sa consommation intérieure, donc ça fait 20 millions de tonnes en moins sur le marché mondial en 2023* », détaille Thierry Blandinières. La solution, c'est de planter 10 à 15 % de blé en plus en Europe, et de « *réguler le prix des engrais* », pour que les agriculteurs qui plantent soient certains de ne pas être coincés entre une baisse du blé redevenu disponible et le prix toujours élevé des engrais. Entre la faucille et le marteau ? Non, dans un effet ciseaux.

Une crise alimentaire majeure en préparation

Du point de vue agricole, l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes est une catastrophe à plusieurs niveaux. D'une part, l'Ukraine est le premier exportateur mondial de tournesol et d'huile de tournesol. C'est sans compter le maïs (18 % du marché mondial), l'orge et le malt, la production d'ammoniac, composant indispensable des engrais azotés et dont l'Ukraine est le premier exportateur européen. On savait depuis 2012 que les engrais azotés ont une fâcheuse tendance à suivre le cours du pétrole (qui remonte en flèche, à plus de 130 \$ le baril de Brent), mais aussi, et surtout, le cours du blé. Parce que, l'autre conséquence de ce conflit, du point de vue des marchés agricoles, c'est la hausse incontrôlée des cours du blé. Sur le marché à terme, le blé « mai 2022 » est monté, lundi 7 mars, à plus de 400 € la tonne. Même en 2012, il n'était jamais monté aussi haut. Pour rappel, c'est après des émeutes de la faim et des soucis d'approvisionnements en blé qu'étaient survenus les printemps arabes et ce qui a suivi, dont le conflit syrien. On assiste en ce moment à une guerre entre deux pays qui, ensemble, pèsent 30 % du blé vendu à l'export dans le monde, alors même que la Chine, premier producteur mondial, vient d'annoncer que sa production serait médiocre. La Russie est le premier exportateur mondial de blé, l'Ukraine est quatrième, pas loin de prendre la troisième place. Depuis le début du conflit, les ports de la Mer noire et de la mer d'Azov sont fermés et, selon certains observateurs, l'Ukraine tente de passer par le train. Mais, face à la crise, plusieurs pays ont déjà pris des mesures protectionnistes. La Hongrie et la Moldavie viennent de restreindre leurs exportations. Une

perturbation de longue durée des marchés du blé et des huiles se prépare. Sans résolution rapide, on court le risque d'une crise alimentaire majeure sur le bassin méditerranéen. Le Liban, par exemple, dépend à plus de 50 % du blé de la Mer noire pour son alimentation.

✍ Y.T.